

La Norvège parie encore sur l'or noir malgré les mises en garde



Photo: Helge Hansen Agence France-Presse Le centre d'exploitation d'Oseberg, en mer du Nord.

Pierre-Henry Deshayes - Agence France-Presse à Oslo

Publié le 12 juin 2021

Europe

Plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, la Norvège compte bien continuer à exploiter pétrole et gaz naturel pendant des décennies, faisant ainsi la sourde oreille devant les avertissements motivés par l'urgence climatique. Dans un livre blanc sur le futur énergétique d'un pays qui doit son opulence à l'or noir, le gouvernement norvégien a dit vendredi vouloir « prolonger la pratique actuelle avec des cycles de concession réguliers [...] pour donner à l'industrie accès à de nouvelles zones de prospection ».

Cette position prend le contrepied de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a récemment pressé le monde d'oublier dès « maintenant » tout nouveau projet d'exploration pour limiter à 1,5 °C le réchauffement climatique, conformément à l'Accord de Paris.

La demande

« Nous livrerons de l'énergie au monde aussi longtemps que la demande sera là », a déclaré la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, lors d'une conférence de presse.

« Le gouvernement maintiendra par conséquent une politique pétrolière qui facilite une production rentable de pétrole et de gaz dans le cadre de la politique climatique norvégienne et de nos objectifs climatiques », a-t-elle expliqué.

Se posant volontiers en modèle avec ses efforts contre la déforestation dans les régions tropicales ou de promotion de la voiture électrique sur ses routes, la Norvège a pour ambition de réduire ses émissions de gaz à effet de serre entre 50 et 55 % d'ici à 2030, puis d'approcher la neutralité carbone en 2050. Mais le royaume est régulièrement critiqué pour les émissions de CO₂ dégagées à l'étranger par le pétrole qu'il exporte. Si la nécessité d'une « transition verte » y est régulièrement évoquée, la Norvège reste très dépendante des hydrocarbures pour ses finances publiques, la balance commerciale (42 % de ses exportations de biens), l'emploi (plus de 200 000 emplois directs et indirects) ou encore l'aménagement du territoire.

C'est grâce à l'or noir que le pays de moins de 5,4 millions d'âmes dispose aujourd'hui du plus gros fonds souverain de la planète, d'une valeur d'environ 1125 milliards d'euros.

Cette semaine, Oslo a encore lancé un appel à manifestation d'intérêts à l'adresse de l'industrie pétrolière pour prospecter de nouvelles zones en mer.

À contre-courant des recommandations de l'AIE, donc. « La baisse rapide de la demande signifie qu'aucune exploration n'est requise et aucun champ gazier et pétrolier nouveau n'est nécessaire au-delà de ceux déjà approuvés », avait jugé l'agence, qui conseille des pays développés sur leur politique énergétique.

50 %

C'est l'ambition de la Norvège pour la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Mais le royaume est régulièrement critiqué pour les émissions de CO₂ dégagées à l'étranger par le pétrole qu'il exporte.

Retour en arrière

Le Danemark voisin a, lui, décrété qu'il allait cesser la production pétrolière en mer du Nord d'ici à 2050. « Les pays qui disent cela ont de toute façon fini » d'exploiter leurs principales ressources, a rétorqué la première ministre norvégienne, Erna Solberg, vendredi. « Ça ne leur coûte donc rien, pas un seul

emploi. »

Selon M^{me} Bru, la production norvégienne devrait de toute façon naturellement décliner de 65 % d'ici 2050.

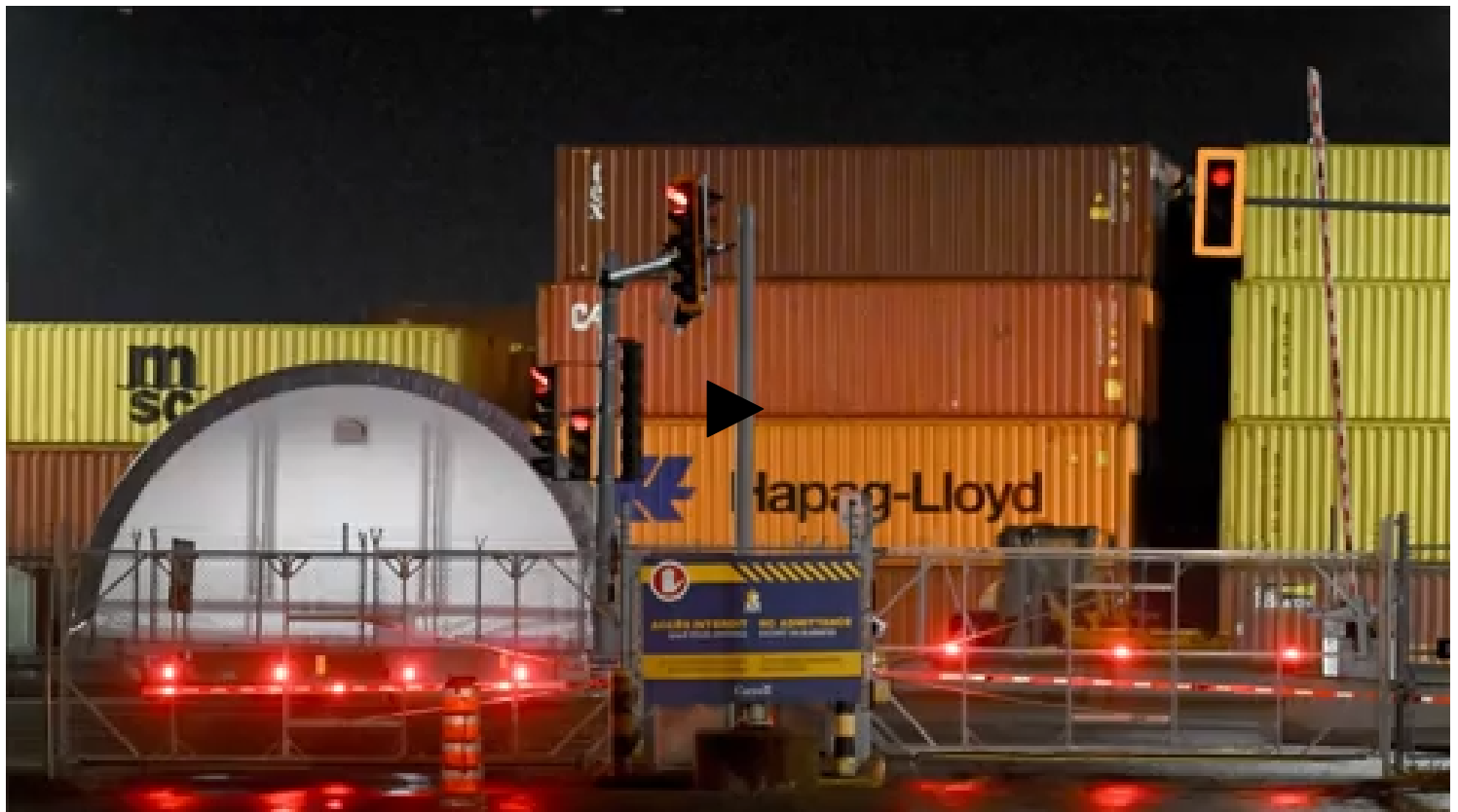
Le secteur pétrolier, lui, fait valoir que son pétrole est « l'un des plus propres » — au seul stade de la production. Un nombre croissant de plateformes en mer couvrent leurs propres besoins énergétiques par de l'hydroélectricité propre grâce à leur raccordement au réseau électrique à terre. Mais de nombreuses voix s'élèvent. « Le gouvernement et l'industrie en Norvège ne peuvent ignorer la science », a affirmé Sandrine Dixson-Decleve, coprésidente du Club de Rome, un groupe de réflexion international.

« Nous nous tournons vers la Norvège pour son leadership et son ambition en matière de transition énergétique — non pas pour la complaisance et le retour en arrière », a-t-elle dit dans un communiqué.

Responsable climat et énergie au WWF, Manuel Pulgar-Vidal a de son côté estimé que le royaume risquait d'investir dans des « ressources inexploitable ». « La position de la Norvège va accroître le risque que le monde atteigne des points de bascule climatiques, qui à leur tour auront des effets dévastateurs sur la nature dont nous dépendons », a-t-il estimé.

Sans surprise, le lobby pétrolier Norsk olje og gass s'est dit « très content que le gouvernement conserve les principales lignes de la politique pétrolière et gazière ». En 2018, la Norvège était le 14^e producteur de pétrole et le 8^e producteur de gaz naturel au monde, selon les dernières données disponibles de l'Agence américaine d'information sur l'énergie.

À voir en vidéo



Suggérés pour vous



Premiers signes de l'extrémisme d'un second mandat de Donald Trump

(<https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/823523/analyse-premiers-signes-extremisme-second-mandat-donald-trump>)

Le prochain président des États-Unis laisse planer l'idée d'un prochain gouvernement plus radical que son premier.



«Gladiator II»: des gladiateurs, des politiciens et des requins

(<https://www.ledevoir.com/culture/cinema/823461/gladiator-ii-gladiateurs-politiciens-requins>)

Ridley Scott offre une suite frénétique dénuée de la majesté de l'original, et où le doué Paul Mescal ne captive guère.



Une attaque massive de drones secoue Moscou

(<https://www.ledevoir.com/monde/europe/823397/attaques-drones-moscou-ukraine>)

Avec la victoire de Donald Trump se pose maintenant la question de la pérennité du soutien américain à l'Ukraine.